

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	Élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action Genre pour le projet CRPM2
Bénéficiaire(s)	Les différents pays partenaires de CRPM2
Pays	Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar et Sénégal

II. Contexte et justification du besoin

Le projet "Coopération Régionale des Politiques Migratoires 2 (CRPM2)" vise à promouvoir une approche inclusive et durable des politiques migratoires en Afrique.

Bien que des disparités importantes existent entre les dynamiques diasporiques de chacun des pays de la zone, la contribution des diasporas au développement de leur pays d'origine constitue un enjeu politique prioritaire. S'appuyant sur l'expérience de la phase 1 du projet et les résultats préliminaires de son évaluation finale, le projet "Coopération Régionale des Politiques Migratoires - phase 2" (CRPM 2) est issu d'un dialogue étroit et continu avec les parties prenantes nationales du Cameroun, des Comores, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de Madagascar et du Sénégal. Il s'attache à renforcer les acquis de cette première phase pilote tout en agissant sur les axes d'améliorations identifiés.

Le projet CRPM 2 a pour objectif global de valoriser la contribution des mobilités humaines, notamment sous régionales, et des diasporas, au développement économique, social et culturel des territoires en Afrique. Pour ce faire, il vise trois objectifs spécifiques :

OS 1 : Accompagner la mise en place de dispositifs nationaux de mobilisation de la diaspora en Côte d'Ivoire et en Guinée

Dans les deux pays, le projet (i) appuie les institutions en charge de la mobilisation des diasporas dans l'organisation de concertations en Afrique et en France ; (ii) rapproche les diasporas et les acteurs locaux (collectivités et OSC) afin d'identifier des opportunités d'intervention sur les territoires ; (iii) finance deux appels à projets de développement local portés par les diasporas ; et (iv) capitalise sur les acquis de l'expérimentation pour une éventuelle duplication.

OS 2 : Animer un cadre régional de dialogue stratégique et opérationnel sur les enjeux de mobilisation des diasporas et de réintégration durable des migrants de retour

A l'échelle régionale, le projet (i) permet aux pays membres de disposer d'un cadre de coopération et de dialogue stratégique et opérationnel ; (ii) répond aux besoins des autorités en matière de connaissances via des études de recherche-action réalisées par un réseau de chercheurs d'Afrique Centrale, de l'Océan Indien, de l'Ouest et de France ; (iii) valorise les résultats obtenus à travers une stratégie de communication et des missions de plaidoyer aux niveaux régional et international ; et (iv) renforce les capacités des OSC et leur coopération avec les acteurs institutionnels sur les sujets migratoires.

OS 3 : Soutenir les pays bénéficiaires dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche renouvelée permettant d'optimiser les parcours de réintégration durable

Dans le cadre de cette composante dédiée à la réintégration durable des migrants de retour, le projet (i) accompagne la réflexion des acteurs institutionnels sur la modélisation d'une approche intégrée et pérenne en la matière ; et (ii) déploie un dispositif à l'échelle locale de soutien aux actions des OSC et des collectivités territoriales, qui jouent un rôle clé dans l'accompagnement des personnes migrantes.

Le projet intègre également l'objectif transversal (OT1) visant à prendre en compte la participation des femmes dans les analyses, stratégies et dispositifs mis en place sur les enjeux « Migrations et Développement », dans les processus de réintégration et dans le dialogue pluri-acteurs.

La première phase, CRPM1, a jeté les bases en sensibilisant les acteurs à l'importance d'intégrer la perspective genre dans les politiques publiques migratoires. Des formations, ainsi que le développement d'indicateurs sexo-différenciés, ont permis d'identifier les femmes migrantes comme actrices clés du développement tout en prenant en compte leurs vulnérabilités spécifiques.

Cependant, des lacunes subsistent dans l'intégration effective du triptyque genre-migrations-développement. Il est crucial de renforcer cette intégration afin de mieux répondre aux défis d'inégalités femmes-hommes et de promouvoir une participation plus active des femmes dans les stratégies migratoires.

Les recommandations issues de la phase 1 du projet CRPM ont mis en évidence plusieurs priorités essentielles : intégrer la dimension genre dans toutes les étapes du projet, y compris la conception, la mise en œuvre et l'évaluation ; réviser les indicateurs pour inclure des dimensions sexo-différenciées ; collaborer avec des OSC expertes et sensibiliser les points focaux "société civile" à l'approche genre ; et enfin, encourager les pays à promouvoir cette intégration dans leurs politiques publiques migratoires.

Pour se faire, Expertise France souhaite faire appel à un prestataire extérieur pour réaliser un diagnostic et un plan d'action « genre » du projet CRPM2 qui permettra de prendre en compte les inégalités femmes-hommes dans les activités du projet (recherche, appui stratégique, dispositifs pilotes), à la fois sur les enjeux diasporas et de réintégration durable.

Cette étude est financée dans le cadre du projet CRPM1.

III. Objectifs et résultats poursuivis

1) Objectif général

Renforcer l'intégration de la dimension genre dans les activités et résultats du projet CRPM2 à travers l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action spécifique.

2) Objectifs spécifiques et résultats attendus

1. Réaliser un état des lieux et évaluer l'intégration de la dimension genre dans les politiques et stratégies migratoires des pays partenaires (Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar et Sénégal) du CRPM2.

2. Conduire une analyse comparative des approches et bonnes pratiques en matière d'intégration du genre dans les politiques migratoires des pays partenaires, afin d'identifier les leviers et défis communs.
3. Proposer un plan d'action genre permettant une meilleure prise en compte du triptyque genre-migrations-développement, notamment à travers :
 - L'inclusion des femmes dans les activités de recherche, de mobilisation des diasporas, et de réintégration durable.
 - La réduction des inégalités femmes-hommes dans les dispositifs pilotes et politiques publiques migratoires.

3) Résultats attendus

1. **Diagnostic complet** : Une analyse claire et détaillée de l'état actuel de l'intégration du genre dans les politiques migratoires des pays partenaires et un document d'analyse comparative identifiant les bonnes pratiques, les défis communs et les opportunités spécifiques à chaque pays en matière d'intégration du genre dans les politiques migratoires.¹
2. **Plan d'action genre** : Un document opérationnel contenant des recommandations et des actions concrètes pour :
 - Sensibiliser et former les acteurs nationaux et régionaux à l'intégration du genre.
 - Renforcer les capacités institutionnelles des partenaires pour élaborer et mettre en œuvre des politiques migratoires sexo-sensibles.
 - Promouvoir la participation active des femmes dans les initiatives liées à la diaspora et à la réintégration durable.

IV. Description de la mission

1) Activités prévues

Cette étude est réalisée dans le cadre du projet CRPM II, financé par l'Agence Française de Développement et mis en œuvre par Expertise France et dont l'un des objectifs est d'animer un cadre régional de dialogue stratégique et opérationnel sur les enjeux liés aux diasporas.

Étape 1 : Analyse documentaire

- Revue littéraire sur la littérature existante sur le sujet
- Collecte et revue des documents stratégiques nationaux et régionaux relatifs aux migrations et à l'égalité de genre.
- Identification des bonnes pratiques et des défis dans les pays partenaires.

Étape 2 : Enquêtes et consultations

- Entretiens semi-directifs avec les parties prenantes :
 - Institutions gouvernementales
 - Organisations de la société civile
 - Représentants des diasporas et des femmes migrantes.
- Ateliers participatifs pour valider les observations et enrichir le diagnostic.

¹ Des travaux sur le genre ont été réalisés ou sont en cours aux Comores et à Madagascar, dans le cadre d'autres projets mis en œuvre par Expertise France dans ces pays. Le prestataire retenu pourra s'appuyer sur ces travaux et, le cas échéant, les compléter dans le cadre de cette étude.

Étape 3 : Élaboration du plan d'action

- Co-construction des recommandations et des actions avec les partenaires.
- Validation du plan d'action à travers des consultations élargies.

2) Livrables attendus

Livrables
1. Rapport de cadrage
2. Rapport de diagnostic : <ul style="list-style-type: none">• Présentation des résultats de l'état des lieux.• Analyse des défis et opportunités pour l'intégration du genre.
3. Plan d'action genre : <ul style="list-style-type: none">• Recommandations stratégiques.• Actions prioritaires par pays.• Indicateurs sexo-différenciés pour le suivi et l'évaluation.
4. Présentation synthétique : <ul style="list-style-type: none">• Document PowerPoint pour diffusion.

3) Coordination

Le prestataire désignera un interlocuteur unique pour la mise en œuvre de projet.

Le prestataire travaillera en collaboration avec les pays partenaires, l'équipe projet CRPM, et sous sa supervision. Toutefois, le prestataire est seul responsable de la conduite à bonne fin des prestations dont l'exécution lui est confiée au titre du présent appel à devis.

V. Lieu, Durée et Modalités d'exécution

- 1) Période de mise en œuvre : 2025**
- 2) Date de démarrage : avril 2025**
- 3) Date de fin : 10/2025**
- 4) Lieu : les différents pays de CRPM2**

VI. Expertise et profil demandés**1. Qualifications et Compétences Requises**

Les expert(e)s attendu(e)s pour cette mission devront posséder une expertise avérée en genre, avec une capacité d'analyse stratégique et opérationnelle. Le ou les consultant(e)s devront justifier des compétences suivantes :

Formation académique :

- Diplôme de niveau Master ou Doctorat en sciences sociales, études de genre, migration et développement, sociologie, économie du développement, sciences politiques ou disciplines connexes.

Compétences techniques et analytiques :

- Maîtrise des concepts et méthodologies d'analyse de genre appliqués aux politiques publiques.
- Expérience en conception et mise en œuvre de diagnostics genre, y compris l'évaluation sexo-différenciée des politiques et programmes.
- Capacité à élaborer des recommandations stratégiques et des plans d'action opérationnels intégrant la dimension genre.
- Excellentes compétences en recherche qualitative et quantitative, y compris la collecte et l'analyse de données sexo-différenciées.

Compétences en facilitation et engagement des parties prenantes :

- Expérience en animation d'ateliers participatifs et en consultation multi-acteurs (gouvernements, OSC, diasporas, collectivités territoriales, etc.).
- Capacité à conduire des entretiens semi-directifs et à établir un dialogue constructif avec des institutions gouvernementales et des acteurs de la société civile.
- Excellentes compétences rédactionnelles et de communication :
- Capacité à rédiger des rapports analytiques et stratégiques, avec une structuration claire et des recommandations opérationnelles adaptées aux contextes des pays partenaires.
- Expérience dans la conception de documents de synthèse (PowerPoint, fiches techniques) à destination de décideurs politiques et institutionnels.

2. Expérience Professionnelle Générale et Spécifique**Expérience générale :**

- Minimum 5 ans d'expérience en analyse et intégration du genre dans les politiques publiques et projets de développement, de préférence en Afrique subsaharienne et dans l'Océan Indien.
- Expérience de travail avec des organisations internationales, des bailleurs de fonds, des agences de coopération ou des institutions gouvernementales.
- Expérience avérée dans la conception et l'évaluation de stratégies et plans d'action genre.

Expérience spécifique :

- Expérience dans l'analyse des politiques migratoires et leur articulation avec les enjeux de genre.
- Expérience en conduite d'études comparatives et en élaboration d'indicateurs sexo-différenciés pour le suivi et l'évaluation des politiques et programmes.
- Expérience dans l'appui institutionnel et le renforcement des capacités des acteurs nationaux et régionaux en matière de genre et migration.

3. Connaissance du contexte des pays partenaires

Une bonne connaissance des dynamiques migratoires, des politiques publiques et des enjeux socio-économiques des six pays partenaires (Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Sénégal) est un atout majeur.

4. Modalités de Mobilisation

Le ou les expert(e)s retenu(e)s interviendront sur une période de 6 mois et devront être en mesure de se déplacer dans les pays concernés pour la collecte de données et la tenue d'ateliers participatifs.

VII. Budget estimatif

Le budget maximum de 60 000 € devra couvrir, les honoraires des experts, les frais de déplacement pour les missions de terrain, les ressources nécessaires pour les enquêtes (questionnaires, collecte de données) ainsi que les différents autres coûts logistiques et administratifs.